



Syndicat National de l'Environnement

Laurent FAURE

Sauveplantade

07200 ROCHECOLOMBE

Tel : 06 07 01 14 05

Courriel : laurent.faure.sne@free.fr

Le Secrétaire Général

Rochecolombe, le 11 janvier 2011

Madame la Ministre

**Ministère de l'Ecologie, du Développement
Durable, des Transports et du Logement**

MEDDTL

Hotel de Roquelaure

246, Bd St Germain

75007 PARIS

N/REF : SNE/LF/2011-01

Objet : Pouvoir des Préfets – Délégation territoriale des établissements publics

Madame la Ministre,

J'attire votre attention sur la circulaire n° 5506/SG du 13 décembre 2010 relative à l'application du décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

Celle-ci stipule en son article 3.3 que le Préfet devient le délégué territorial des établissements publics de l'Etat ayant un échelon territorial.

Ce même article précise que s'agissant des établissements existants, un décret en Conseil d'Etat fixe la liste de ceux pour lesquels le Préfet est le délégué territorial. A cette fin, chaque ministère doit adresser au secrétaire général du gouvernement, d'ici le 31 mars 2011, la liste de tous les établissements publics placés sous sa tutelle et dotés d'un échelon territorial. Il identifiera, s'il y a lieu, ceux d'entre eux pour lesquels il est proposé que le préfet ne soit pas délégué territorial et en motivant cette proposition.

J'appelle votre attention sur certaines caractéristiques propres au périmètre de l'Ecologie, constitué essentiellement d'établissements publics de l'Etat. Bon nombre de ceux-ci ont un champ d'action interdépartemental, voire interrégional. Leurs services déclinent des orientations décidées à un échelon et dans des instances décisionnelles dont les prérogatives et les périmètres de territoire ne recoupent pas celles des Préfets de Région ou de Département.

C'est le cas, en particulier, du Conservatoire du littoral, des Agences de l'Eau, de l'ONEMA, de l'ONCFS, de l'Agence des Aires Marines Protégées et des Parcs Nationaux pour lesquels la nomination des Préfets en qualité de délégué territorial serait particulièrement inadaptée.

.../...

Quelles que soient les contraintes pesant sur notre tutelle technique, dont les conditions d'organisation et de fonctionnement ne garantissent plus aujourd'hui la prise en compte des enjeux pour ces établissements, une absence de proposition motivée excluant ces derniers du dispositif général, à l'échéance rapprochée prévue par la circulaire, pourrait avoir par défaut des conséquences dévastatrices sur l'atteinte des objectifs fixés par vos services à vos opérateurs.

C'est pourquoi le SNE-FSU attire votre attention sur ce point particulièrement délicat et se tient à votre entière disposition pour en préciser les termes.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire Général du SNE-FSU



Laurent FAURE